



PLF 2023 : moins mauvais que pire !



Gabriel ATTAL, ministre du budget, a présenté ce jour au fédérations des finances (par video interposée...) les grandes lignes du budget 2023 pour le Ministère.

Sur la forme, c'est déjà un progrès notable. Cela démontre enfin, un peu d'égard pour la représentation du personnel. En effet, lors des sessions passées, nous prenions connaissance des infos, le plus souvent par la presse, avant un vague comité ministériel tenu un ou deux mois plus tard, avec des éléments sentant furieusement le réchauffé ...

Sur le fond, au regard de ce qui suit, même s'il y a une inflexion (« c'est mieux que si c'était pire ») et un certain nombre de points positifs, il n'y pas de quoi sauter de joie.

Pour **Solidaires Finances**, le premier point marquant est l'évolution de l'emploi, avec un Bercy qui est le champion toutes catégories du jeu de massacre.

2023 sera marqué par un - 546 Equivalents Temps plein (ETP). Le Ministre souligne que c'est bien en deçà des - 2000 du rythme annuel connu ces dernières années (G. ATTAL a rappelé que, lors du seul dernier quinquennat, Bercy avait vu disparaître 10000 emplois).

Dans l'affaire, il y a des directions "grandes perdantes". La première est et demeure la DGFIP avec 850 emplois encore supprimés. Certes, là-aussi c'est moins qu'avant (1 500). Mais c'est encore une nouvelle saignée pour cette direction. Jusqu'à quand ?

D'après le Ministre, la tendance de l'emploi à Bercy devrait être reproduite à l'identique durant tout le mandat présidentiel. Difficile de prendre cela comme une bonne nouvelle : en effet, cela voudra dire 2 500 emplois perdus encore pour Bercy et 3 400 à la DGFIP. (Voir le détail ci-contre du « gagné/ perdu » au titre des emplois (en ETP)).

S'agissant des orientations concernant l'enveloppe budgétaire, il y aura une augmentation, qui se tient dans les limites de prévision de l'inflation.

Certaines politiques seront spécialement à l'honneur. Ce sera notamment le cas du budget informatique de la DGFIP, porté à 450 millions.

La DGDDI bénéficiera d'un coup de pouce au niveau de ses équipements (notamment moyens de contrôle mobiles et dispositif aéronaval).

Enfin, un budget spécial « achats innovants » (sic) sera déployé à hauteur de 6 millions sur 2 ans.

Le budget de l'Action Sociale est "sanctuarisé" et rehaussé en tenant compte de l'inflation (107 millions), décision que **Solidaires Finances** ne peut que saluer.

Les politiques ministérielles santé / sécurité au travail sont également pérennisées, avec une enveloppe de 17 millions. Là-aussi, c'est un point important pour notre fédération.

Pour les rémunérations, il semble que Bercy serait d'accord pour bouger sur le sujet de l'Indemnité Mensuelle de Technicité pour les deux directions «délaiées» (Centrale et INSEE). Reste à voir quelles seront les modalités concrètes.

Enfin, se déclarant très attaché à un dialogue social de qualité, le ministre a ouvert des perspectives sur trois thèmes, pour lesquels des négociations pourraient être enclenchées :

- La protection sociale complémentaire ;
- L'égalité professionnelle ;
- L'insertion des personnes en situation de handicap.

Pas d'opposition de notre point de vue. L'heure de vérité se situe toujours dans les moyens et engagements concrets, sur ces thématiques qui font bien évidemment consensus.

Evolution des emplois le ministère rend -546

Suppressions Emplois :

DGFIP : - 850

DGDDI : - 11

INSEE : -4

Créations d'emplois :

DGCCRF : + 84 (- 60 transférés à l'agriculture) ;

SG : + 46 ; IGF : + 2 ; DGE : + 19

Direction du Budget + 5 (DREETS) ;

Direction du Trésor : + 27 ;

AIFE : + 11 ; Tracfin + 20

Direction des Achats de l'Etat : + 15

Dans un contexte où les bonnes nouvelles ne sont pas légion (guerre en Ukraine, peste brune en Italie, pluie d'automne...), cette réunion (d'annonces budgétaires) ne fut pas complètement désespérante.

Toutefois, il demeure ce gigantesque hiatus qu'est l'évolution des emplois. Certes, la pente est moins prononcée... mais nous sommes toujours dessus. Et l'affaire semble sans fin.

Pour **Solidaires Finances**, le message sur ce point est des plus clair : il n'est pas possible de continuer indéfiniment de la sorte. A un moment, c'est l'accomplissement fondamental du Service Public qui sera en cause.